

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1693

[2012/203134]

31 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés

Le Gouvernement wallon,

Vu le livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé - Volet décretaal, notamment l'article 283;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés;

Vu l'accord-cadre tripartite du 24 février 2011 pour le secteur non-marchand privé wallon et les dispositions prises concomitamment à celui-ci concernant la revalorisation barémique des chefs éducateurs et des éducateurs chefs de groupe;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 22 mars 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mai 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que des adaptations sont immédiatement indispensables pour fixer le montant des suppléments barémiques accordés pour l'année 2011 aux chefs éducateurs et chefs de groupe des services d'aide à l'intégration et qu'il est impératif d'octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés à financer cette mesure;

Considérant par ailleurs qu'il y a lieu d'adapter les textes réglementaires aux dispositions européennes en matière de prises de rang, modifications ayant fait l'objet d'un accord au sein de la commission paritaire 319.02;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés, le 9^o est remplacé par ce qui suit :

« 9^o La Commission de soutien à la scolarité des jeunes présentant un handicap : la Commission mise en place dans le cadre de l'Accord de coopération conclu entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap; ».

Art. 3. Dans l'article 15 du même arrêté, l'alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« La diversité des formes de soutien à la scolarité sera fonction de la situation de handicap, des besoins de chaque jeune, des choix des parents et des moyens disponibles. »

Art. 4. Dans l'article 17 du même arrêté, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o/1 l'identité du directeur du service, son extrait du casier judiciaire, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n^o 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier judiciaire, datant de moins de trois mois, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles, ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 52;

2^o/2 l'identité des administrateurs ainsi que leur extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois, exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

2^o/3 l'identité des membres de l'Assemblée générale; ».

Art. 5. L'article 26 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« L'agrément est accordé pour une durée indéterminée. Lorsqu'il s'agit d'une demande visant à l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé pour une durée de trois mois à trois ans maximum. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Comité de gestion, accordé pour une durée indéterminée. »

Art. 6. Dans l'article 42 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an. Le service transmet le rapport d'activités à l'AWIPH pour le 30 juin de chaque année. »

Art. 7. Dans l'article 52 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un extrait de casier judiciaire de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n^o 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles. »

Art. 8. Dans le titre 4, chapitre I^{er}, est insérée la section 12, comportant l'article 69bis, rédigée comme suit :

« Section 12. — L'évaluation des services

Art. 69bis. Sans préjudice de l'article 315 du livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé - Volet décretaal, afin de permettre à l'AWIPH de vérifier le respect des conditions d'agrément, les services sont tenus d'introduire tous les cinq ans, auprès de l'AWIPH, les documents suivants :

1^o le projet du service actualisé ainsi que le mode d'élaboration et de suivi de projets individuels;

2^o l'extrait du casier judiciaire du directeur, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n^o 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, datant de moins de trois mois, exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

3^o en cas de changement de direction, une copie des diplômes et certificats du directeur, la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 52 ainsi que l'attestation justifiant une expérience visée à l'annexe 2;

4° une attestation délivrée depuis moins d'un an par le service régional d'incendie concernant la conformité du ou des lieux où le service accueille de manière collective et habituelle des jeunes dans ses locaux, attestation qui doit également préciser la capacité maximale des personnes pouvant être accueillies;

5° la liste des membres de l'assemblée générale;

6° la liste des membres du conseil d'administration;

7° les modifications aux statuts publiées ou déposées au greffe depuis les cinq dernières années. ».

Art. 9. Le titre 6 intitulé « Le soutien à l'intégration scolaire », subdivisé en 5 chapitres et comportant les articles 76 à 83 est remplacé par le titre 6, subdivisé en 4 chapitres et comportant les articles 76 à 83, rédigé comme suit :

« Titre 6. — Le soutien à la scolarité

Chapitre 1^{er}. — *La convention de soutien à la scolarité*

Art. 76. Le soutien apporté au jeune par le personnel du service d'aide à l'intégration durant le temps scolaire est défini dans le cadre d'une convention individualisée dite « convention de soutien à la scolarité » laquelle définit les conditions d'intervention du service.

Les clauses de cette convention sont adaptées aux modalités de soutien choisies.

Chapitre 2. — *Les parties à la convention de soutien à la scolarité*

Art. 77. La convention de soutien à la scolarité est conclue entre l'établissement scolaire, le service, le jeune et sa famille. Elle est transmise, dans le mois de sa signature, à la Commission de soutien à la scolarité de jeunes présentant un handicap ainsi qu'au centre psycho-médico-social concerné pour information.

Peuvent aussi être signataires associés de la convention, des associations, administrations ou personnes qui apportent leur collaboration au projet.

Chapitre 3. — *Le contenu de la convention de soutien à la scolarité*

Art. 78. Les conditions de l'intervention ainsi que les moyens respectifs de mise en œuvre de la collaboration entre l'école et le service sont précisées dans la convention englobant les dimensions scolaires, éducatives, et thérapeutiques et, notamment :

1° les objectifs poursuivis;

2° la nature des interventions;

3° la durée estimée et la fréquence des interventions;

4° les modalités et les lieux de collaboration entre les personnels respectifs;

5° le rythme des évaluations de la mise en œuvre de la convention;

6° l'identification et le rôle des référents de l'école et du service.

Art. 79. La convention de soutien à la scolarité est conclue pour une durée maximale d'un an, renouvelable.

Art. 80. Si la convention ne peut être menée au terme des objectifs prévus, toute disposition doit être prise par le service et l'établissement scolaire, en concertation avec la Commission de soutien à la scolarité de jeunes présentant un handicap, pour maintenir, autant que possible, la scolarité du jeune jusqu'à ce qu'une solution alternative et concertée soit trouvée. Cette solution est communiquée à la Commission.

Art. 81. La convention n'engage que les parties signataires. Les autorités de tutelle des services et établissements exercent leurs compétences dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Chapitre 4. — *Le rapport annuel relatif au soutien à la scolarité*

Art. 82. Le service transmet à l'AWIPH pour le 30 juin de chaque année un rapport qualitatif et quantitatif reprenant :

1° le nombre de jeunes accompagnés;

2° les catégories d'âge (6 à 12 ans, 12 à 18 ans, > 18 ans);

3° le type d'enseignement fréquenté selon le réseau : primaire ordinaire et/ou spécialisé, secondaire ordinaire et/ou spécialisé, enseignement en alternance (CEFA);

4° les catégories de déficiences;

5° le nombre de jeunes pour lesquels un accompagnement a été refusé et les raisons de ce refus.

Ces données quantitatives sont ventilées selon trois principaux champs d'activités : l'intégration scolaire (action directe au sein de l'établissement scolaire), le soutien ou l'accompagnement scolaire et le soutien de jeunes non-scolarisés ou déscolarisés.

Art. 83. La Commission de soutien à la scolarité de jeunes présentant un handicap établit, annuellement, sur base des rapports visés à l'article 82, un rapport qualitatif et quantitatif qui évalue la politique de soutien à la scolarité et qui formule des propositions d'amélioration. Ce rapport est remis aux Ministres compétents pour le 31 octobre de chaque année. »

Art. 10. L'article 85, § 1^{er}, du même arrêté est complété par les 4°, 5° et 6° rédigés comme suit :

« 4° une subvention spécifique leur permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables;

5° une subvention spécifique en vue de compenser les dispositions en matière de revalorisation barémique des éducateurs chefs de groupe et des chefs éducateurs;

6° une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires aux travailleurs âgés de 52 ans et plus. Cette subvention est accordée uniquement aux services gérés par un pouvoir organisateur public. »

Art. 11. L'article 92 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 92. L'AWIPH verse au nom des services, au fonds chargé d'assurer le paiement des primes syndicales, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur fixé en application de la loi du 1^{er} septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public tel qu'exécutée par les arrêtés royaux des 26 et 30 septembre 1980. »

Art. 12. Dans le titre 8, chapitre *IVbis*, est inséré l'article 92^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 92^{ter}. § 1^{er}. Une subvention spécifique est octroyée aux services pour leur permettre de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures incomfortables.

§ 2. Les modalités de calcul de cette subvention sont définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon. »

Art. 13. Dans le titre 8, est inséré le chapitre *IVter*, comportant l'article 92^{quater}, rédigé comme suit :

« Chapitre *IVter*. — La subvention spécifique en vue de compenser les dispositions en matière de revalorisation barémique des éducateurs chefs de groupe et des chefs éducateurs.

Art. 92^{quater}. § 1^{er}. L'AWIPH verse aux services gérés par un pouvoir organisateur privé qui, au 31 décembre 2009, rémunéraient des éducateurs chefs de groupe et/ou des chefs éducateurs, un supplément de subvention destiné à financer les coûts additionnels liés à la revalorisation barémique de ces deux catégories de travailleurs.

§ 2. Ce supplément de subvention est obtenu en multipliant pour chaque service, dans chacune de ces catégories de personnel, le nombre d'équivalent temps plein valorisables par la différence entre l'échelle barémique visée à l'annexe 9 et l'échelle barémique utilisée pour l'établissement des tarifs par prise en charge des services d'accueil et d'hébergement visée à l'annexe VIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997, à l'ancienneté théorique des travailleurs.

§ 3. Le nombre d'équivalent temps plein valorisables visé au § 2 correspond à la somme des prestations rémunérées des travailleurs pour la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009, déduction faite des interventions d'autres pouvoirs publics, divisée par le total des heures rémunérées à prester pour justifier d'un équivalent temps plein durant l'année 2009.

§ 4. L'ancienneté théorique des travailleurs bénéficiant de ces nouveaux barèmes est calculée au 31 décembre de l'année d'attribution du subside.

§ 5. Le total des suppléments ainsi obtenu est éventuellement limité afin de ne pas dépasser la somme de 6.321,35 euros rattachée à l'indice-pivot 154,63 du 1^{er} octobre 2010.

§ 6. Cette limitation est répartie sur l'ensemble des services via l'application d'un coefficient correcteur. Ce coefficient est établi comme suit :

Crédit déterminé au § 5

Total des suppléments initialement calculés

Art. 14. Dans le titre 8, est inséré le chapitre *IVquater*, comportant les articles 92^{quinquies} et 92^{sexies}, rédigé comme suit :

« Chapitre *IVquater*. — La subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre 2011-2012 relatif au non marchand public.

Art. 92^{quinquies}. § 1^{er}. L'AWIPH verse aux services gérés par un pouvoir organisateur public une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires aux travailleurs âgés de 52 ans et plus.

§ 2. L'AWIPH affecte cette subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel, pour l'ensemble des services, de 41.084,60 euros.

§ 3. Le montant visé au § 2 est rattaché à l'indice-pivot 154,63 du 1^{er} octobre 2010.

Art. 92^{sexies}. § 1^{er}. Chaque service se verra attribuer une enveloppe correspondant à la division du montant visé à l'article 92^{quinquies}, § 2, par 102,1403 multiplié par son nombre d'équivalents temps plein arrêté au 31 décembre 2009. »;

§ 2. Les services doivent justifier et certifier sur l'honneur l'utilisation des montants visés à l'article 92^{sexies}, § 1^{er}, à de l'engagement complémentaire. »

Art. 15. Dans l'article 93 du même arrêté, alinéa 2, le 1^o est abrogé.

Art. 16. L'annexe 3 du même arrêté est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 17. L'annexe 6 du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 18. L'annexe 7 du même arrêté est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 19. L'annexe 8 du même arrêté est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

Art. 20. Dans le même arrêté, est insérée une annexe 9 qui est jointe en annexe 5 au présent arrêté.

Art. 21. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2012 à l'exception de l'article 11 et de l'article 13 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2011.

Art. 22. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 1^{re}

Annexe 3 (visée aux articles 17, 52, 88, 98 et 99) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés

LES QUALIFICATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES SERVICES POUR LA DETERMINATION DES SUBVENTIONS

Directeurs classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

A. Personnel d'accompagnement

Master en sciences psychologiques, sciences de l'éducation, kinésithérapie ou logopédie

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.

Educateur classe I

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier en soins infirmiers

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier - Assistant en psychologie

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier en ergothérapie, kinésithérapie, logopédie ou psychomotricité

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation ou post-graduat paramédical en psychomotricité

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Bachelier - Assistant social ou Bachelier - Conseiller social

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation en santé communautaire

Les porteurs du diplôme octroyant cette spécialisation.

B. Personnel administratif

Commis

Les porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique);

- brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

Copiste (Braille) 2^e classe

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

Copiste (Braille) 1^{re} classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

Comptable 2^e classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable 1^{re} classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Rédacteur

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

C. Personnel ouvrier

Personnel ouvrier catégorie I^{re}

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie III

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 2

Annexe 6 (visée aux articles 95 et 100) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés

PRINCIPE D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

I. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants;

1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'AWIPH a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement par le service;

2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;

3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;

4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;

5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les ASBL liées par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999 constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;

6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;

7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;

8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;

2) les charges afférentes à l'octroi d'un avantage de toute nature;

3) les valeurs d'investissements en ce compris les grosses réparations et gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;

4) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;

5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

8) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissements ou de dernière modification du revenu cadastral

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises à l'annexe VIII et VIIIbis de l'arrêté du 9 octobre 1997 et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points I^{er}, II et III de l'annexe 7;

2) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du Travail;

3) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;

4) les charges relatives aux assurances-groupes;

5) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;

6) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;

7) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;

8) les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :

a. 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300.

b. 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.

c. 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles (compte 63020X) qui sont amortis à un taux de 10 %.

d. 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extension.

e. 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.

f. 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X.

g. 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.

h. L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires

i. Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;

3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;

4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;

5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les amendes imputées au compte 640;

2) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000 - « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001 - « Charges financières de leasings », 65002 - « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003 - « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570 - « Charges financières comptes bancaires », 6571 - « Charges financières - placements »;

2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;

3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

les charges exceptionnelles visées au compte 660;

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. divers :

1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;

2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;

3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'administration collégalement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;

2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie nationale n'est pas déductible des charges;

3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

- sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée au titre 8, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visés à l'article 63;

- les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée au titre 8.

5. Contrôle financier :

Quand un service d'aide à l'intégration existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour ou sur la base du présent arrêté, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 3

Annexe 7 (visée à l'article 100 et à l'annexe 6) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés

FRAIS DE PERSONNEL - REGLES SPECIFIQUES

I. Ancienneté pécuniaire.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel d'accompagnement et des directeurs, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

- 1) les institutions agréées ou conventionnées par l'AWIPH, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH;
- 2) les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM;
- 3) les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse;
- 4) l'ONE;
- 5) les centres agréés;
- 6) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;
- 7) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Service public de Wallonie;
- 8) les écoles d'enseignement spécial;
- 9) les institutions ayant conclu une convention avec l'INAMI.

Sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les 10 jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel non-éducatif, hormis les directeurs et assistants sociaux, tout service presté antérieurement dans une fonction similaire à celle qu'il occupe au moment de son engagement dans une institution agréée par l'AWIPH peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

On entend par fonction similaire :

- pour le personnel administratif : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 2;
- pour le personnel ouvrier : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 2.

Ces services ne sont pris en considération qu'à la condition que le membre du personnel concerné ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1^{er} janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

II. Nominations, promotions et changements de fonction.

§ 1^{er}. Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur la base des critères fixés au point I de la présente annexe.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point I de la présente annexe.

§ 3. Le personnel de cadre est tenu, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit leur engagement ou leur promotion, de satisfaire aux conditions suivantes :

Chef éducateur :

- avoir réussi un des modules de la formation « Gestion de services pour personnes handicapées » organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'AWIPH;

- avoir réussi l'unité de formation « Les stratégies de l'organisation » du post-graduat « cadre du secteur non-marchand » organisé par l'enseignement supérieur de promotion sociale;

Educateur chef de groupe :

- avoir réussi les 150 heures de la première année du cycle de formation en deux ans "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'AWIPH;

Directeur :

- avoir réussi les formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'AWIPH.

III. Ne sont pas admissibles :

- 1) les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension;

- 2) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

- 3) les charges de personnel dont les qualifications ne correspondent pas aux titres requis repris à l'annexe 3.

IV. Aménagement de la fin de carrière.

La cotisation mensuelle versée au Fonds social "Old Timer" en application de la Convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission Paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée "plan Tandem", est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit préalablement être reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celle prévue par la Convention collective de travail précitée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 4

Annexe 8 (visée à l'annexe 7) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés

Echelles de traitement

Fonction	Catégories	Barème (n° échelle)
Directeur		25
Personnel d'accompagnement	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale Bachelier à orientation pédagogique, Psychologique, sociale ou Paramédicale	27 19
Personnel administratif	Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique. Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	27 19
	Rédacteur	17
	Commis	4
	Comptable CI 1	18
	Comptable CI 2	8
	Copiste A3	4
	Copiste A2	17
Ouvrier	Ouv Cat 1	1
	Ouv Cat 3	3

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 5

Annexe 9 (visée par l'article 92^{quater}, § 2) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés

Barèmes au 01/01/1990 pour les éducateurs chefs de groupe et les chefs éducateurs engagés par un service géré par un pouvoir organisateur privé et incluant la revalorisation barémique

Numéros d'échelle

Anc. péc.	21	22
0	19.425,21	21.226,92
1	20.421,15	22.067,41
2	20.421,15	22.067,41
3	21.145,24	22.681,66
4	21.145,24	22.681,66
5	21.869,37	23.295,89
6	21.869,37	23.295,89
7	22.593,46	23.910,15
8	22.593,46	23.910,15
9	23.317,53	24.524,38
10	23.679,56	24.886,40
11	24.403,65	25.500,66
12	24.403,65	25.500,66
13	25.127,78	26.114,91
14	25.127,78	26.114,91
15	25.851,87	26.729,17
16	26.685,57	27.638,17
17	27.248,43	28.221,12
18	27.248,43	28.221,12
19	27.811,29	28.804,07
20	27.811,29	28.804,07
21	28.374,17	29.387,04
22	28.374,17	29.387,04
23	28.937,02	29.969,99
24	28.937,02	29.969,99
25	29.499,91	30.552,97
26	29.499,91	30.552,97
27	30.196,48	31.135,91
28	30.196,48	31.135,91
29	30.196,48	31.135,91
30	30.196,48	31.135,91
31	30.196,48	31.135,91

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'intégration des jeunes handicapés.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1693

[2012/203134]

31 MEI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren

De Waalse Regering,

Gelet op boek IV van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid - Decretaal luik, inzonderheid op artikel 283;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren;

Gelet op de driedelige kaderovereenkomst van 24 februari 2011 voor de Waalse privé non-profitsector en de bepalingen die gelijktijdig zijn genomen inzake de loonschaalherwaardering van de hoofdopvoeders en de opvoeders-groepsleiders;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 22 maart 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 mei 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat aanpassingen onmiddellijk onontbeerlijk zijn voor de bepaling van het bedrag van de toeslagen wegens loonschaalherwaardering die voor het jaar 2011 toegekend zijn aan de hoofdopvoeders en de opvoeders-groepsleiders van de diensten voor integratiehulp en dat het absoluut noodzakelijk is de middelen bestemd om die maatregel te financieren toe te kennen aan de betrokken gesubsidieerde diensten;

Overwegende dat de regelgevende teksten bovendien aangepast moeten worden aan de Europese bepalingen inzake de rangineming, die het voorwerp hebben uitgemaakt van een overeenkomst binnen de paritaire commissie 319.02;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren wordt punt 9° vervangen als volgt :

"9° de commissie voor steunverlening aan jongeren met een handicap bij het volgen van onderwijs : de commissie ingesteld in het kader van het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende steunverlening aan jongeren met een handicap bij het volgen van onderwijs;"

Art. 3. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De diversiteit aan vormen van steunverlening bij het volgen van onderwijs hangt af van de handicapsituatie, van de behoeften van elke jongere, van de keuze van de ouders en van de beschikbare middelen."

Art. 4. In artikel 17, van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2°/1 de identiteit van de directeur van de dienst, zijn uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden (model 1), opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen, alsook de geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht bedoeld in artikel 52;

2°/2 de identiteit van de bestuurders, alsook hun uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt;

2°/3 de identiteit van de leden van de algemene vergadering;"

Art. 5. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend. Als het gaat om een aanvraag voor de erkenning van een nieuwe dienst, wordt de erkenning verleend voor een periode van drie maanden tot hoogstens drie jaar. Na afloop van die periode wordt de erkenning behalve andersluidende beslissing van het beheerscomité voor een onbepaalde duur verleend."

Art. 6. In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar. De dienst maakt jaarlijks uiterlijk 30 juni het activiteitenverslag aan het "AWIPH" over."

Art. 7. In artikel 52 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt :

"De personeelsleden leggen voor hun indienstneming een uittreksel uit het strafregister van model 1 over dat is opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffen."

Art. 8. In titel 4, hoofdstuk I, wordt afdeling 12, die artikel 69bis bevat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 12. — Evaluatie van de diensten

Art. 69bis. Onverminderd artikel 315 van boek IV van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid - Decretaal luik moeten de diensten, opdat het "AWIPH" kan nagaan of de erkenningsvoorwaarden in acht genomen worden, laatstgenoemde om de vijf jaar de volgende stukken overleggen :

1° het bijgewerkte project van de dienst, alsmede de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

2° het uittreksel uit het strafregister (model 1) van de directeur, van minder dan drie maanden geleden, opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffen;

3° in geval van wijziging van directie, een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de directeur, de geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht bedoeld in artikel 52 alsmede het bewijs van nuttige ervaring bedoeld in bijlage 2;

4° een attest, sinds minder dan één jaar afgeleverd door de gewestelijke brandweerdienst, met betrekking tot de conformiteit van de plaats(en) waar de dienst de jongeren gewoonlijk en gezamenlijk in zijn lokalen opvangt, waarin tevens de maximale opvangcapaciteit aangegeven wordt;

5° de lijst van de leden van de algemene vergadering;

6° de lijst van de leden van de bestuursraad;

7° de wijzigingen van de statuten die sinds de vijf laatste jaren bekendgemaakt of bij de griffie neergelegd zijn."

Art. 9. Titel 6 met als opschrift "Hulpverlening voor schoolintegratie" die onderverdeeld is in 5 hoofdstukken en die de artikelen 76 tot 83 bevat, wordt vervangen door de als volgt luidende titel 6, die onderverdeeld is in 4 hoofdstukken en die de artikelen 76 tot 83 bevat :

"Titel 6. — Steunverlening bij het volgen van onderwijs

Hoofdstuk I. — *Overeenkomst inzake steunverlening bij het volgen van onderwijs*

Art. 76. De hulp die het personeel van de dienst voor integratiehulp gedurende de schooltijd aan de jongere verleent, wordt bepaald in het kader van een geïndividualiseerde overeenkomst, met name de "overeenkomst inzake steunverlening bij het volgen van onderwijs". De voorwaarden waaronder de dienst tussenkomsten verleent, liggen vast in die overeenkomst.

De clausules van die overeenkomst worden aangepast aan de steunverleningsmodaliteiten waarvoor gekozen wordt.

Hoofdstuk 2. — *Partijen bij de overeenkomst houdende steunverlening bij het volgen van onderwijs*

Art. 77. De overeenkomst houdende steunverlening bij het volgen van onderwijs wordt gesloten tussen de schoolinrichting, de dienst, de jongere en zijn gezin. Ze wordt binnen één maand nadat ze ondertekend is, ter informatie overgemaakt aan de commissie voor steunverlening aan jongeren met een handicap bij het volgen van onderwijs en aan het betrokken psycho-medisch-sociaal centrum.

De verenigingen, administraties of personen die aan het project zouden meewerken, kunnen eveneens verenigde ondertekenaars van het project zijn.

Hoofdstuk 3. — *Inhoud van de overeenkomst inzake steunverlening bij het volgen van onderwijs*

Art. 78. De voorwaarden waaronder de tussenkomst wordt verleend alsmede de respectieve middelen voor de uitvoering van de samenwerking tussen de school en de dienst liggen vast in de overeenkomst. Daarbij wordt rekening gehouden met de onderwijs, educatieve en therapeutische dimensies en met name met :

1° de nagestreefde doelstellingen;

2° het soort tussenkomsten;

3° de geschatte duur en de frequentie van de tussenkomsten;

4° de plaatsen waar het personeel van de respectieve diensten samenwerkt en de modaliteiten van de samenwerking;

5° het evaluatieritme betreffende de tenuitvoerlegging van de overeenkomst;

6° de identificatie en de rol van de referenten van de school en van de dienst.

Art. 79. De overeenkomst inzake steunverlening bij het volgen van onderwijs wordt voor maximum één jaar gesloten en kan verlengd worden.

Art. 80. Als de overeenkomst niet tot het einde van de geplande doelstellingen geleid kan worden, moet alles in het werk gesteld worden door de dienst en de schoolinrichting in overleg met de Commissie voor steunverlening aan jongeren met een handicap bij het volgen van onderwijs om zo veel mogelijk de schooltijd van de jongeren te vrijwaren totdat een alternatieve oplossing gevonden wordt. Die oplossing wordt aan de commissie medegedeeld.

Art. 81. De overeenkomst verbindt enkel de ondertekenende partijen. De voorgedijverheid van de diensten en inrichtingen oefenen hun bevoegdheden uit met inachtneming van de geldende regelgeving.

Hoofdstuk 4. — *Jaarlijks verslag betreffende de steunverlening bij het volgen van onderwijs*

Art. 82. De dienst maakt jaarlijks uiterlijk 30 juni een kwalitatief en kwantitatief verslag aan het "AWIPH" over met vermelding van :

1° het aantal begeleide jongeren;

2° de leeftijdscategorieën (6 tot 12 jaar, 12 tot 18 jaar, > 18 jaar);

3° het type gevolgd onderwijs al naar gelang van het net : gewoon en/of gespecialiseerd lager onderwijs, gewoon en/of secundair onderwijs, alternerend onderwijs (CEFA);

4° de deficiëntie categorieën;

5° het aantal jongeren voor wie een begeleiding is geweigerd en de redenen van de weigering.

Die kwantitatieve gegevens worden geventileerd volgens drie activiteitsgebieden : de schoolintegratie (rechtstreekse actie binnen de schoolinrichting), de schoolsteun of -begeleiding en de steunverlening aan niet-schoolgaande jongeren of aan jongeren die van school afgehaakt zijn.

Art. 83. De commissie voor steunverlening aan jongeren met een handicap bij het volgen van onderwijs maakt jaarlijks op basis van de verslagen bedoeld in artikel 82 een kwalitatief en kwantitatief verslag op waarin het beleid inzake de steunverlening bij het volgen van onderwijs beoordeeld wordt en verbeteringsvoorstellen geformuleerd worden. Dat verslag wordt jaarlijks uiterlijk 31 oktober aan de bevoegde ministers overgemaakt."

Art. 10. Artikel 85, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten 4°, 5° en 6°, luidend als volgt :

"4° een specifieke toelage voor de financiering van de loonsverhogingen die resulteren uit de valorisatie van de lastige uren;

5° een specifieke toelage om de bepalingen inzake de loonschaalherwaardering van de hoofdopvoeders en van opvoeders-groepsleiders te compenseren;

6° een specifieke toelage voor de financiering van de compensatiebanen i.v.m. de toekenning van bijkomende jaarlijkse verlofdagen voor werknemers van 52 jaar en meer. Die toelage wordt slechts aan de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht verleend."

Art. 11. Artikel 92 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 92. Het "AWIPH" stort namens de diensten op het fonds dat instaat voor de betaling van de vakbondspremies, een bedrag dat overeenstemt met het aantal werknemers die er in aanmerking voor kunnen komen, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer, dat bepaald is overeenkomstig de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, zoals uitgevoerd door de koninklijke besluiten van 26 en 30 september 1980."

Art. 12. In titel 8, hoofdstuk *IVbis*, wordt artikel 92ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 92ter. § 1. Er wordt een specifieke toelage aan de diensten verleend voor de financiering van de loonsverhogingen die resulteren uit de valorisatie van de lastige uren.

§ 2. De modaliteiten voor de berekening van die toelage worden bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector."

Art. 13. In titel 8 wordt een hoofdstuk *IVter*, dat artikel 92quater bevat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk *IVter*. — Specifieke toelage als compensatie voor de bepalingen inzake de loonschaalherwaardering van de hoofdopvoeders en van opvoeders-groepsleiders.

Art. 92quater. § 1. Het "AWIPH" stort de diensten beheerd door een private inrichtende macht die op 31 december 2009 opvoeders-groepsleiders en/of hoofdopvoeders bezoldigden, een toeslag van toelage voor de financiering van de bijkomende kosten gebonden aan de loonschaalherwaardering van die twee categorieën werknemers.

§ 2. Dat toeslag van toelage wordt berekend door voor elke dienst in elke van die personeelscategorieën het aantal valoriseerbare voltijds equivalenten te vermenigvuldigen door het verschil tussen de loonschaal bedoeld in bijlage 9 en de loonschaal gebruikt voor de bepaling van de tarieven per tenlasteneming van de diensten die in de opvang of in de opvang en huisvesting voorzien bedoeld in bijlage VIII bij het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997, met de theoretische anciënniteit van de werknemers.

§ 3. Onder aantal valoriseerbare voltijds equivalenten bedoeld in § 2 wordt verstaan de som van de bezoldigde prestaties van de werknemers voor de periode van 1 januari 2009 tot 31 december 2009, na aftrek van de tegemoetkomingen van andere overheden, gedeeld door het totaal van de bezoldigde uren die gepresteerd moeten worden om een voltijds equivalent tijdens het jaar 2009 te rechtvaardigen.

§ 4. De theoretische anciënniteit van de werknemers die in aanmerking komen voor die nieuwe schalen wordt berekend op 31 december van het toekenningjaar van die toelage.

§ 5. Het aldus berekende totaal van de toeslagen wordt eventueel beperkt om de som van 6.321,35 euro gekoppeld aan de spilindex 154,63 van 1 oktober 2010 niet te overschrijden.

§ 6. Die beperking wordt verdeeld over het geheel van de dienst via de toepassing van een verbeteringscoëfficiënt. Die coëfficiënt wordt bepaald als volgt :

Krediet bepaald in § 5

Totaal van de oorspronkelijk berekende toeslagen

Art. 14. In titel 8 wordt een hoofdstuk *IVquater*, dat de artikelen 92quinquies en 92sexies bevat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk *IVquater*. — Specifieke toelage om te voldoen aan de bepalingen van de kaderovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector

Art. 92quinquies. § 1. Het "AWIPH" stort een specifieke toelage aan de door een openbare inrichtende macht beheerde diensten voor de financiering van de compensatiebanen i.v.m. de toekenning van bijkomende jaarlijkse verlofdagen voor werknemers van 52 jaar en meer.

§ 2. Die bijkomende toelage die door het "AWIPH" aan de diensten verleend wordt bedraagt voor het geheel van de diensten jaarlijks globaal 41.084,60 euro.

§ 3. Het in § 2 bedoelde bedrag wordt aan de spilindex 154,63 van 1 oktober 2010 gekoppeld.

Art. 92sexies. § 1. Elke dienst krijgt een bedrag dat resulteert uit de opdeling van het bedrag bedoeld in artikel 92quinquies, § 2, door 102,1403 vermenigvuldigd door het op 31 december 2009 vastgelegde aantal voltijds equivalenten ervan."

§ 2. De diensten moeten rechtvaardigen en op erewoord verklaren dat de bedragen bedoeld in artikel 92sexies, § 1, voor bijkomende aanwervingen gebruikt worden.

Art. 15. In artikel 93 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid, 1^o, opgeheven.

Art. 16. Bijlage 3 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 17. Bijlage 6 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 18. Bijlage 7 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 3 die bij dit besluit gaat.

Art. 19. Bijlage 8 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 4 die bij dit besluit gaat.

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 9 ingevoegd, die als bijlage 5 bij dit besluit gevoegd wordt.

Art. 21. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2012 met uitzondering van de artikelen 11 en 13 die op 1 januari 2011 in werking treden.

Art. 22. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid en Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 1

Bijlage 3 (bedoeld in de artikelen 17, 52, 88, 98 en 99) bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren

KWALIFICATIE- EN VORMINGSVEREISTEN VOOR HET PERSONEEL VAN DE DIENSTEN MET HET OOG OP DE BEPALING VAN DE SUBSIDIES

Directeurs klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenzorg.

A. Begeleidingspersoneel

Master in de psychologische wetenschappen, opvoedingswetenschappen, kinesitherapie of logopedie.

De houders van het diploma dat één van de voor de uitoefening van deze functies vereiste titels verleent.

Opvoeder klasse I

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor in de verpleegkunde

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor-Assistent in de psychologie

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor in de ergotherapie, kinesitherapie, logopedie of in de psychomotoriek

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Paramedische specialisatie of postgraduaat in de psychomotoriek

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

Bachelor - Maatschappelijk assistent of Bachelor - Sociaal adviseur

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Specialisatie in de gemeenschappelijke gezondheid

De houders van het diploma dat deze specialisatie verleent.

B. Administratief personeel

Klerk

De houders van één van de volgende titels :

- einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);

- eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling "Travaux de bureau", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

Kopiist (braille) 2e klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

Kopiist (braille) 1e klasse

De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

Boekhouder 2e klasse

Einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

Boekhouder 1e klasse

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Opsteller

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de vorming beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

Bachelor economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Master economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

C. Arbeiders

Arbeiderspersoneel categorie I

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie III

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 2

Bijlage 6 (bedoeld in de artikelen 95 en 100) bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren

PRINCIPES OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING WORDEN

I. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden :

1) ze moeten betrekking hebben op de personen voor wie het AWIPH een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst;

2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;

3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;

4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten; vooral de VZW's die onder één enkele controle of directie staan in de zin van de artikelen 5 tot 10 van het Wetboek van vennootschappen, ingevoerd bij de wet van 7 mei 1999, vormen derden onder elkaar voor zover hun respectievelijke boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;

6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het AWIPH te kunnen worden vastgesteld;

7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;

8) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor het personeel van de ministeries bepaald werd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;

2) de lasten met betrekking tot de toekenning van voordelen van allerlei aard;

3) de beleggingswaarden, met inbegrip van grote herstellingen en groot onderhoud boven 500 euro, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;

4) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;

5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;

8) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen :

- hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies afgetrokken wordt, betreffende dat gebouw. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX van november (van betrokken boekjaar)

Index ABEX van november

(van het jaar van de vastlegging of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen)

- hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in dat geval kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de loonschalen bedoeld in bijlagen VIII en VIIIbis van het besluit van 9 oktober 1997 en die niet opgesteld worden overeenkomstig de regels bedoeld in de punten I, II en III van bijlage 7;

2) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;

3) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;

4) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;

5) de dotaties en de aanwendingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;

6) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;

7) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen;

8) de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende de directeur.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.
 - b. 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.
 - c. 3 % voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 63020X) die tegen 10 % afgeschreven worden.
 - d. 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen.
 - e. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven wordt. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.
 - f. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X.
 - g. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.
 - h. Eén van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goederen voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten.
 - i. Een afwijking van die percentages kan door het AWIPH worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend schrijven, en met redenen omkleed zijn.

- 2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;
- 3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;
- 4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;
- 5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de boeten aangerekend op rekening 640;
- 2) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000 - "Financiële lasten van investeringsleningen", 65001 - "Financiële lasten leasing", 65002 - "Financiële lasten kaskredieten - "AWIPH"-uitstel of dwingende reden", 65003 - "Financiële lasten kaskredieten - Andere", 6570 - "Financiële lasten bankrekeningen", 6571 - "Financiële lasten - beleggingen";
- 2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan Het AWIPH moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;
- 3) de financiële lasten ivm beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660;

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

de kosten voor toepassingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Allerlei :

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administratiekosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

- 1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;
- 2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- 3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
- 4) de lasten betreffende de organisatie van fancy fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

- worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in titel 8, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 63;

- de andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in titel 8.

5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel die uit gesubsidieerde diensten bestaat op grond van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, of op grond van dit besluit, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 3

Bijlage 7 (bedoeld in artikel 100 en in bijlage 6) bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren

PERSONEELSKOSTEN - SPECIFIEKE REGELS

I. Geldelijke anciënniteit.

De geldelijke anciënniteit van het begeleidend personeel en de directeurs wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds betaald worden door hun werkgever :

- 1) de instellingen die door het AWIPH, het voormalige Fonds 81 en het voormalige "FCIPPH" erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- 2) de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- 3) de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming;
- 4) de "ONE";
- 5) de erkende centra;
- 6) de instellingen die door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- 7) de instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- 8) de scholen van het buitengewoon onderwijs;
- 9) de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagenverlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het niet-educatieve personeel betreft, met uitzondering van de directeurs en maatschappelijke assistenten, kan ook elke dienst meegerekend worden die eerder deeltijds of voltijds verstrekt werd in een gelijksoortige functie als degene die het bekleedt bij zijn aanwerving in een door het AWIPH erkende instelling.

Onder gelijksoortige functie wordt verstaan :

- voor het administratieve personeel : alle functies die in bijlage 2 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn;
- voor het arbeiderspersoneel : alle functies die in bijlage 2 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.

Die dienstverstrekkings worden slechts in aanmerking genomen voorzover betrokken personeelslid indertijd beschikte over het diploma dat vereist werd om die functie uit te oefenen.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor medisch-socio-pedagogische zorgverlening aan gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen indertijd officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verrichte diensten wordt door betrokkenen geleverd d.m.v. de stortingen verricht bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas.

Elk ander bewijsstuk kan door de bevoegde diensten geëist worden.

II. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen.

§ 1. De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is.

§ 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt I van deze bijlage.

In geval van functieverandering binnen dezelfde instelling kan de geldelijke anciënniteit insgelijks opgewaardeerd worden overeenkomstig de bepalingen onder punt I van deze bijlage.

§ 3. Het kaderpersoneel moet binnen vier jaar na de eerste september die volgt op hun indienstneming of bevordering aan de volgende voorwaarden voldoen :

Hoofdopvoeder :

- geslaagd zijn voor één van de modules van de opleiding "Gestion de services pour personnes handicapées" (Beheer van diensten voor gehandicapte personen) georganiseerd door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud door het beheerscomité van het AWIPH is goedgekeurd;

- geslaagd zijn voor de opleidingseenheid "Les stratégies de l'organisation" (Organisatiestrategieën) van het postgraduaat « cadre du secteur non-marchand » (kader van de non-profitsector) georganiseerd door het hoger onderwijs voor sociale promotie;

Opvoeder groepsleider :

- geslaagd zijn voor de 150 uren van het eerste jaar van de tweejarige opleidingscyclus "Gestion de services pour personnes handicapées" (Beheer van diensten voor gehandicapte personen) georganiseerd door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud door het beheerscomité van het AWIPH is goedgekeurd;

Directeur :

- de tweejarige opleidingen van 150 uur "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd wordt door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het AWIPH, met succes hebben gevolgd.

III. Komen niet in aanmerking :

1) de bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioengerechtigde personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen;

2) het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten;

Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

3) de lasten van het personeel waarvan de kwalificaties niet overeenstemmen met de vereiste titels bedoeld in bijlage 3.

IV. Regeling van de loopbaanbeëindiging.

De maandelijkse bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds "Old Timer" krachtens de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 zoals afgesloten binnen het Paritair comité 319.02 tot instelling van de bepalingen betreffende de indeling van de beroepsloopbaan, genaamd "Plan Tandem", wordt beschouwd als een in aanmerking te nemen last.

Voor de openbare sector, moet deze voorziening voorafgaandelijk erkend worden door de Regering en dezelfde voordelen en garanties bieden als diegene voorzien in de bovengenoemde Collectieve arbeidsovereenkomst.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 4

Bijlage 8 (bedoeld in bijlage 7) bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren

WEDDESCHALEN

Functie	Categorieën	Weddeschaal (nr. schaal)
Directeur		25
Begeleidingspersoneel	Master met een pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	27
	Bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale of Paramedische oriëntering	19
Administratief personeel	Master met een economische, juridische, administratieve, of informaticaoriëntering.	27
	Bachelor met een economische, juridische, administratieve, of informaticaoriëntering.	19
	Opsteller	17
	Klerk	4
	Boekhouder Kl 1	18
	Boekhouder Kl 2	8

Functie	Categorieën	Weddeschaal (nr. schaal)
	Kopiist A3	4
	Kopiist A2	17
Arbeider	Arbeider Cat 1	1
	Arbeider Cat 3	3

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BIJLAGE 5

Bijlage 9 (bedoeld bij artikel 92^{quater}, § 2) bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren

Weddeschalen op 01/01/1990 voor de opvoeders groepsleiders en de hoofdopvoeders aangeworven door een dienst beheerd door een private inrichtende macht met inbegrip van de loonschaalverhoging
Schaalnummers

Geld.Anc.	21	22
0	19.425,21	21.226,92
1	20.421,15	22.067,41
2	20.421,15	22.067,41
3	21.145,24	22.681,66
4	21.145,24	22.681,66
5	21.869,37	23.295,89
6	21.869,37	23.295,89
7	22.593,46	23.910,15
8	22.593,46	23.910,15
9	23.317,53	24.524,38
10	23.679,56	24.886,40
11	24.403,65	25.500,66
12	24.403,65	25.500,66
13	25.127,78	26.114,91
14	25.127,78	26.114,91
15	25.851,87	26.729,17
16	26.685,57	27.638,17
17	27.248,43	28.221,12
18	27.248,43	28.221,12
19	27.811,29	28.804,07
20	27.811,29	28.804,07
21	28.374,17	29.387,04
22	28.374,17	29.387,04
23	28.937,02	29.969,99
24	28.937,02	29.969,99
25	29.499,91	30.552,97

Geld.Anc.	21	22
26	29.499,91	30.552,97
27	30.196,48	31.135,91
28	30.196,48	31.135,91
29	30.196,48	31.135,91
30	30.196,48	31.135,91
31	30.196,48	31.135,91

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2012/202645]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 2 juni 2012, is mevrouw DE SCHEPPER Veronique benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werkgever bij de arbeidsrechtbank van Mechelen ter vervanging van de heer VAN EFFELTAIRE Willy wiens mandaat zij zal voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2012/202645]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 2 juin 2012, Mme DE SCHEPPER Veronique est nommée juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Malines en remplacement de M. VAN EFFELTAIRE Willy dont elle achèvera le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2012/202646]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 2 juni 2012, is de heer LAMBRECHTS Bart benoemd tot werkend rechter in sociale zaken, als werkgever bij de arbeidsrechtbank van Hasselt ter vervanging van de heer MEYERS Jozef wiens mandaat hij zal voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2012/202646]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 2 juin 2012, M. LAMBRECHTS Bart est nommé juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Hasselt en remplacement de M. MEYERS Jozef dont il achèvera le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2012/202647]

Arbeidsgerechten. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 2 juni 2012, is de heer NAERT Koen benoemd tot werkend raadsheer in sociale zaken, als werkgever bij het arbeidshof van Gent ter vervanging van de heer SIMOENS Bernard wiens mandaat hij zal voleindigen.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2012/202647]

Juridictions du travail. — Nomination

Par arrêté royal du 2 juin 2012, M. NAERT Koen est nommé conseiller social effectif au titre d'employeur à la cour du travail de Gand en remplacement de M. SIMOENS Bernard dont il achèvera le mandat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2012/202640]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 2 juni 2012, wordt aan de heer SILON Hedwig, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend raadsheer in sociale zaken, als werknemer-arbeider, bij het arbeidshof van Brussel. Belanghebbende wordt ertoe gemachtigd de eretitel van het ambt te voeren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2012/202640]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 2 juin 2012, démission honorable de ses fonctions de conseiller social effectif au titre de travailleur ouvrier à la cour du travail de Bruxelles est accordée, à sa demande, à M. SILON Hedwig. L'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.